

431833-2026 - Wettbewerb

Frankreich – Betriebsbereitmachung von Heizanlagen – EXPLOITATION DES INSTALLATIONS THERMIQUES DE LA VILLE DE MONTREUIL-SUR-MER

OJ S 120/2026 25/06/2026

Auftrags- oder Konzessionsbekanntmachung – Standardregelung Dienstleistungen

1. Beschaffer

1.1. Beschaffer

Offizielle Bezeichnung: COMMUNE DE MONTREUIL-SUR-MER

E-Mail: marchespublics@ville-montreuil-sur-mer.fr

Rechtsform des Erwerbers: Lokale Gebietskörperschaft

Tätigkeit des öffentlichen Auftraggebers: Allgemeine öffentliche Verwaltung

2. Verfahren

2.1. Verfahren

Titel: EXPLOITATION DES INSTALLATIONS THERMIQUES DE LA VILLE DE MONTREUIL-SUR-MER

Beschreibung: Exploitation des installations thermiques des bâtiments communaux de la Ville de Montreuil-sur-Mer incluant notamment le chauffage, l'eau chaude, la ventilation, le traitement d'eau

Kennung des Verfahrens: 64ce013b-2e25-4d90-83b8-188ea2827db2

Interne Kennung: 2026-02

Verfahrensart: Offenes Verfahren

Das Verfahren wird beschleunigt: nein

2.1.1. Zweck

Art des Auftrags: Dienstleistungen

Haupteinstufung (cpv): 50721000 Betriebsbereitmachung von Heizanlagen

Zusätzliche Einstufung (cpv): 45331000 Installation von Heizungs-, Lüftungs- und Klimaanlage

2.1.2. Erfüllungsort

Stadt: Montreuil-sur-Mer

Postleitzahl: 62170

Land, Gliederung (NUTS): Pas-de-Calais (FRE12)

Land: Frankreich

2.1.4. Allgemeine Informationen

Zusätzliche Informationen: Visite obligatoire: le 07/07/2026 à 9h00 // Pièces de candidature: 1) FORMULAIRE DC1 (2019) relatif à la déclaration de candidature OU les documents suivants :

1. Une lettre de candidature ; 2. Les déclarations sur l'honneur prévues à l'article R2143-3 alinéa 1 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 par lesquelles le candidat déclare : a)

Condamnation définitive : - ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de 5 ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au 2ème alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au 2nd alinéa de l'article 433-2, au 8ème alinéa de l'

article 434-9, au 2nd alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts et aux articles L2339-2 à L2339-4, L2339-11-1 à L2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure ou pour une infraction de même nature dans un autre État de l'Union européenne ; - ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ; b) Lutte contre le travail illégal : - ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de 5 ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L8221-1, L8221-3, L8221-5, L8231-1, L8241-1, L8251-1 et L8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre État de l'Union européenne ; - pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L8272-4, R8272-10 et R8272-11 du code du travail ; c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : - pour les marchés publics et accords-cadres soumis au décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (situation à jour pour l'année 2015) ; d) Liquidation judiciaire : - ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L653-1 à L653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ; e) Redressement judiciaire : - ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché ou de l'accord cadre ; f) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes : - ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ; - avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ; g) Situation fiscale et sociale : - avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement. 3. Le cas échéant, la désignation du mandataire du groupement ainsi que son habilitation. 2) FORMULAIRE DC2 (rubriques c, d, e et g) relatif aux capacités du candidat OU les renseignements suivants : 1. Le chiffre d'affaires global du candidat ET son chiffre d'affaires relatif aux prestations objet de la présente consultation, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles. 2. Le cas échéant, les capacités des opérateurs économiques sur lesquels le candidat individuel ou le membre du groupement s'appuie pour présenter sa candidature. 3. Si l'Entreprise est en redressement judiciaire, copie du ou des jugements prononcés à cet effet. DC2 : renseignements relatifs aux capacités du candidat à répondre au marché à savoir : 1. L'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature. 2. Ses effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années. 3. Ses principales références datant de moins de 3 ans relatives à des prestations similaires (nature, montants, dates et pouvoirs adjudicateurs), et / ou qualifications professionnelles. La preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats de qualifications professionnelles, des certificats de qualité, des

certificats d'identité professionnelle ou des références de prestations attestant de sa compétence à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate. 4. Indication des titres d'études et professionnels du candidat et/ou des cadres de l'Entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché.

Rechtsgrundlage:

Richtlinie 2014/24/EU

2.1.6. Ausschlussgründe

Quellen der Ausschlussgründe: Auftragsunterlagen

5. Los

5.1. Los: LOT-0001

Titel: EXPLOITATION DES INSTALLATIONS THERMIQUES DE LA VILLE DE MONTREUIL-SUR-MER

Beschreibung: Exploitation des installations thermiques des bâtiments communaux de la Ville de Montreuil-sur-Mer incluant notamment le chauffage, l'eau chaude, la ventilation, le traitement d'eau

Interne Kennung: 0

5.1.1. Zweck

Art des Auftrags: Dienstleistungen

Haupteinstufung (cpv): 50721000 Betriebsbereitmachung von Heizanlagen

Zusätzliche Einstufung (cpv): 45331000 Installation von Heizungs-, Lüftungs- und Klimaanlage

5.1.2. Erfüllungsort

Stadt: Montreuil-sur-Mer

Postleitzahl: 62170

Land, Gliederung (NUTS): Pas-de-Calais (FRE12)

Land: Frankreich

5.1.3. Geschätzte Dauer

Laufzeit: 8 Jahre

5.1.6. Allgemeine Informationen

Vorbehaltene Teilnahme:

Teilnahme ist nicht vorbehalten.

Auftragsvergabeprojekt nicht aus EU-Mitteln finanziert

Die Beschaffung fällt unter das Übereinkommen über das öffentliche Beschaffungswesen: ja

Diese Auftragsvergabe ist auch für kleine und mittlere Unternehmen (KMU) geeignet: ja

5.1.9. Eignungskriterien

Quellen der Auswahlkriterien: Auftragsunterlagen

5.1.10. Zuschlagskriterien

Kriterium:

Art: Preis

Beschreibung: Prix des prestations et cohérence des prix P2-P3 - Sous-critères: "Prix des prestations P2-P3" valant pour 46.75% de la note finale - "BPU" valant pour 8.25% de la note finale

Kategorie des Gewicht-Zuschlagskriteriums: Gewichtung (Prozentanteil, genau)

Zuschlagskriterium — Zahl: 55

Kriterium:

Art: Qualität

Beschreibung: Valeur technique - Sous-critères: "Présentation du personnel d'intervention - Organisations techniques et logistiques - Organisation des interventions - Fréquence des opérations d'entretien - Méthodologie du relationnel client" valant pour 3.75% de la note finale - "Qualité des supports de documents de suivi (audit de prise en charge, livret de chaufferie, rapport d'exploitation, audit de démarrage légionelle)" valant pour 3.75% de la note finale - "Cohérence et justification des prestations P2" valant pour 5% de la note finale - "Moyens mis en oeuvre pour la traçabilité et le respect des conditions climatiques contractuelles" valant pour 3.75% de la note finale - "Méthodologie pour le suivi de la qualité de l'eau et de la bonne distribution des fluides, y compris l'équilibrage des installations" valant pour 3.75% de la note finale - "Cohérence du renouvellement des prestations P3 - Détail des travaux effectués par site - Planning prévisionnel des travaux d'investissement P3" valant pour 5% de la note finale
Kategorie des Gewicht-Zuschlagskriteriums: Gewichtung (Prozentanteil, genau)

Zuschlagskriterium — Zahl: 25

Kriterium:

Art: Qualität

Beschreibung: Valeur de la performance énergétique - Sous-critères: "Méthodologie et démarche CEE appliquées par le candidat, nombre de CEE que le candidat s'engage à obtenir" valant pour 4% de la note finale - "Cohérence des travaux de performance énergétique, justification des réductions de coûts de fonctionnement" valant pour 8% de la note finale - "Justification et cohérence de l'engagement de performance énergétique (NB Chaud)" valant pour 8% de la note finale

Kategorie des Gewicht-Zuschlagskriteriums: Gewichtung (Prozentanteil, genau)

Zuschlagskriterium — Zahl: 20

5.1.11. Auftragsunterlagen

Internetadresse der Auftragsunterlagen: <https://marchespublics596280.fr/entreprise/consultation/585990?orgAcronyme=b9b>

5.1.12. Bedingungen für die Auftragsvergabe

Bedingungen für die Einreichung:

Elektronische Einreichung: Erforderlich

Adresse für die Einreichung: <https://marchespublics596280.fr/entreprise/consultation/585990?orgAcronyme=b9b>

Sprachen, in denen Angebote oder Teilnahmeanträge eingereicht werden können: Französisch

Elektronischer Katalog: Nicht zulässig

Fortgeschrittene oder qualifizierte elektronische Signatur oder Siegel (im Sinne der Verordnung (EU) Nr 910/2014) erforderlich

Varianten: Zulässig

Frist für den Eingang der Angebote: 07/08/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Osteuropäische Zeit, Mitteleuropäische Sommerzeit

Dauer, während der das Angebot gültig bleiben muss: 6 Monate

Auftragsbedingungen:

Die Auftragsausführung muss im Rahmen von Programmen für geschützte

Beschäftigungsverhältnisse erfolgen: Nein

Elektronische Rechnungsstellung: Erforderlich

Aufträge werden elektronisch erteilt: nein

Zahlungen werden elektronisch geleistet: nein

5.1.15. Techniken

Rahmenvereinbarung:

Keine Rahmenvereinbarung

Informationen über das dynamische Beschaffungssystem:

Kein dynamisches Beschaffungssystem

5.1.16. Weitere Informationen, Schlichtung und Nachprüfung

Überprüfungsstelle: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE

Informationen über die Überprüfungsfristen: voir documents de la consultation

Organisation, die zusätzliche Informationen über das Vergabeverfahren bereitstellt:

COMMUNE DE MONTREUIL-SUR-MER

Organisation, die einen Offline-Zugang zu den Vergabeunterlagen bereitstellt: COMMUNE DE MONTREUIL-SUR-MER

Organisation, die Teilnahmeanträge entgegennimmt: COMMUNE DE MONTREUIL-SUR-MER

Organisation, die Angebote bearbeitet: COMMUNE DE MONTREUIL-SUR-MER

8. Organisationen

8.1. ORG-0001

Offizielle Bezeichnung: COMMUNE DE MONTREUIL-SUR-MER

Registrierungsnummer: 21620588000018

Postanschrift: 16 place Gambetta

Stadt: Montreuil-sur-Mer

Postleitzahl: 62170

Land, Gliederung (NUTS): Pas-de-Calais (FRE12)

Land: Frankreich

Kontaktperson: Monsieur le Maire

E-Mail: marchespublics@ville-montreuil-sur-mer.fr

Telefon: +33 321060133

Internetadresse: <https://www.ville-montreuil-sur-mer.fr>

Rollen dieser Organisation:

Beschaffer

Organisation, die zusätzliche Informationen über das Vergabeverfahren bereitstellt

Organisation, die einen Offline-Zugang zu den Vergabeunterlagen bereitstellt

Organisation, die Teilnahmeanträge entgegennimmt

Organisation, die Angebote bearbeitet

8.1. ORG-0002

Offizielle Bezeichnung: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE

Registrierungsnummer: 17590003400026

Postanschrift: 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire

Stadt: Lille

Postleitzahl: 59000

Land, Gliederung (NUTS): Nord (FRE11)

Land: Frankreich

Internetadresse: <https://lille.tribunal-administratif.fr>

Rollen dieser Organisation:

Überprüfungsstelle

Informationen zur Bekanntmachung

Kennung/Fassung der Bekanntmachung: 16e17039-ffea-4416-ab05-d8b477f67a4a - 01

Formulartyp: Wettbewerb

Art der Bekanntmachung: Auftrags- oder Konzessionsbekanntmachung – Standardregelung

Unterart der Bekanntmachung: 16

Datum der Übermittlung der Bekanntmachung: 24/06/2026 16:22:40 (UTC+02:00)

Osteuropäische Zeit, Mitteleuropäische Sommerzeit

Sprachen, in denen diese Bekanntmachung offiziell verfügbar ist: Französisch

Veröffentlichungsnummer der Bekanntmachung: 431833-2026

ABl. S – Nummer der Ausgabe: 120/2026

Datum der Veröffentlichung: 25/06/2026